



jeudi 2 juillet - 0:53:39

dépêches AFP
dépêches Sports.fr

▸ demain

Cité U d'Antony: confirmation de la destruction de 548 logements

01/07/2009-[22:24] - AFP

NANTERRE, 1 juil 2009 (AFP) - La communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre (CAHB) et le conseil général des Hauts-de-Seine (CG92) ont confirmé la destruction programmée de 548 chambres de la "cité U" d'Antony, en rappelant leur engagement de reconstruire 20% de logements supplémentaires, selon un communiqué diffusé mercredi soir.

"Pour ce qui concerne la résidence universitaire Jean Zay" d'Antony, "548 logements étudiants vont y être détruits, des logements exigus (10 m2) et totalement hors normes", déclarent dans un communiqué conjoint Georges Siffredi (UMP) et Patrick Devedjian (UMP), respectivement présidents de la CAHB et du conseil général. La CAHB, qui regroupe sept communes dont Antony, a obtenu la propriété de la résidence des mains de l'Etat en janvier dernier, un transfert rendu possible par la loi de décentralisation du 13 août 2004. Plusieurs manifestations ont eu lieu ces derniers jours, notamment à l'initiative de résidents, d'élus de gauche et du syndicat étudiant Unef, pour protester face aux craintes de destruction d'une partie de la "cité U" d'Antony, qui symbolise pour eux du logement social étudiant. La résidence est l'une des plus grandes d'Europe, avec 2.100 logements aux loyers abordables (130 à 220 euros mensuels). Rappelant son engagement à reconstruire 1,2 logement pour chaque logement détruit, le conseil général promet que "658 logements étudiants seront donc reconstruits" et s'engage à veiller "à ce que la surface minimum" des chambres "fasse en moyenne 16 m2". "Au total, 3000 logements seront construits ou réhabilités par le département", dont "plus de 1.000 (...) réalisés ou en cours de réalisation" dans plusieurs villes des Hauts-de-Seine, soulignent la CAHB et le CG92. Les deux collectivités évoquent également une réflexion commune, avec le Crous de Versailles, "autour de la rénovation" de la cité U d'Antony, construite dans les années 50 et qui n'a jamais fait l'objet d'un programme global de réhabilitation. Patrick Devedjian a été maire d'Antony de 1983 à 2002. Les défenseurs de la cité U accusent la CAHB, la mairie d'Antony et le conseil général, tous trois dirigés par l'UMP, de vouloir détruire au moins une partie de la résidence pour y réaliser des opérations immobilières.